

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société ARCTIC LONGUEIL
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 autorisant la SCI PARC LOGISTIQUE PARIS OISE à étendre la plate-forme de stockage à Longueil-Sainte-Marie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu la déclaration de changement de nom de la société ARCTIC LONGUEIL en date du 23 mai 2017 ;

Vu le dossier transmis par la société ARCTIC LONGUEIL le 4 décembre 2024 portant à la connaissance du Préfet, la modification de l'activité au sein de la cellule 6 du bâtiment C pour le locataire Labrosse et Dupont (développement de préparation de box promotionnels et de commandes hétérogènes) ;

Vu le dossier transmis par la société ARCTIC LONGUEIL le 16 janvier 2025 portant à la connaissance du préfet, l'installation d'une mezzanine de deux niveaux dédiée à une activité textile dans la cellule 2 du bâtiment C et la transformation d'un local de charge en local de stockage de parfum pour le locataire C-LOG ;

Vu le rapport et les propositions du 12 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 5 janvier 2026 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. La société ARCTIC LONGUEIL est autorisée à exploiter un entrepôt situé sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie ;
2. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 1510-2 et n° 2663-2-a ;
3. La mise en place d'une mezzanine n'impacte pas la situation administrative du site ;
4. L'activité « stockage de parfums » décrite relève de la rubrique n° 4331 de la nomenclature des installations classées mais est en dessous du seuil de la déclaration ;
5. L'activité de préparation de box promotionnels et de commandes hétérogènes nécessite le stockage de produits relevant des rubriques n° 1436 et n° 1630 mais est en dessous du seuil de la déclaration ;
6. Aucune nouvelle source d'impact environnemental tel que les rejets aqueux, rejets atmosphériques, sources sonores n'est apportée par ces projets ;
7. Aucune nuisance supplémentaire sur l'environnement pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement n'est générée par le projet ;
8. Au regard des éléments d'appréciation apportés par l'exploitant et analysés par l'inspection des installations classées, cette demande de modification ne représente pas une modification substantielle au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
9. L'examen global du dossier déposé par le pétitionnaire conduit à une modification notable et nécessite de fixer des prescriptions complémentaires ;
10. Pour simplifier le suivi administratif de l'établissement et permettre une meilleure lisibilité des dispositions qui lui sont applicables, il apparaît judicieux de réunir les prescriptions générales qui sont applicables à l'établissement dans un même arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – BÉNÉFICIAIRE :

La société ARCTIC LONGUEIL, dont le siège social est situé 123 rue du Château, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, autorisée à exploiter un ensemble d'entrepôts sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie – ZAC Paris Oise – avenue de Madrid, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions du présent arrêté, en complément et sans préjudice de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS :

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescription)
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2025	Tous	Suppression
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003	I.1 Classement des installations	Modification dans l'article 3 ci-dessous
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003	III.7-1	Complété dans l'article 4 ci-dessous
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003	Titre IX : dispositions applicables à des installations particulières	Complété dans l'article 5 ci-dessous

ARTICLE 3 – CLASSEMENT DES INSTALLATIONS :

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
1510.2.a	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ .	Périmètre constitué de 4 bâtiments distincts (A, B, C et D) divisées chacune en 6 cellules (superficie de 4 750 m ² par cellule). Volume total de stockage : 1 140 000 m ³ Quantité maximale de matières combustibles : 121 640 T	A
2663.2.a	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique n° 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³	Stockage de jouets, matériels hi-fi, vidéo... Volume de stockage : 202 752 m ³	E
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques n°s 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique n° 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :	Quatre chaufferies à gaz de puissance thermique 2,5 MW, soit une puissance totale de 10 MW	DC

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
	2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW . (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.		
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge) : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	9 locaux de charge de 100 kW, soit une puissance totale de 900 kW	D

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration)

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article III.7-1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 sont modifiées comme suit :

Le dernier alinéa de l'article précité qui prévoit que :

« trois plate-formes d'aspiration aménagées en bordure de l'Oise permettant d'accueillir chacune une autopompe ; l'implantation des aires d'aspiration sera réalisée en collaboration avec la direction départementale des services d'incendie et de secours. »

est remplacé par l'alinéa suivant :

« une plate-forme d'aspiration aménagée en bordure de l'Oise permettant d'accueillir au minimum trois autopompes ou tout dispositif équivalent ; l'implantation des aires d'aspiration sera réalisée en collaboration avec la direction départementale des services d'incendie et de secours. »

ARTICLE 5 :

Les dispositions du titre suivant complète l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 :

« Titre IX : DISPOSITIONS APPLICABLES À DES INSTALLATIONS PARTICULIÈRES

Chapitre IX.1 – Mezzanines

IX.1.1 Dispositions spécifiques à la mezzanine de la cellule 3 du bâtiment C :

1.1.1 Dispositions constructives :

La cellule 3 du bâtiment C contient une mezzanine.

La structure de la mezzanine est métallique.

La mezzanine est constituée de trois niveaux, rez-de-chaussée compris.

La surface de la mezzanine occupe plus de 50 % et moins de 80 % du niveau inférieur avec une surface au sol de 3 200 m².

La paroi séparative entre les cellules 2 et 3 est REI 120.

La paroi séparative entre les cellules 3 et 4 est REI 240.

1.1.2 Stockage :

Le stockage de la cellule 3 du bâtiment C est dédié à une activité de stockage de textile.

La hauteur maximale de stockage de la cellule ne dépasse pas 8 mètres.

1.1.3 Systèmes de détection et extinction automatique :

La cellule 3 du bâtiment C est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits et du mode de stockage.

La détection automatique d'incendie est indépendante du système d'extinction automatique.

Le système de détection est étendu à l'ensemble de la cellule, y compris à la partie non surmontée par la mezzanine, et est présent en dessous et au-dessus de la mezzanine.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le système d'extinction automatique est installé :

- sous toiture, sur la totalité de la surface de la cellule ;
- sous le plancher du niveau 2 de la mezzanine ;
- à chaque niveau de palettier au niveau rez-de-chaussée.

1.1.4 Système de désenfumage :

L'évacuation des fumées en niveau rez-de-chaussée se fait par les ouvertures au droit des emplacements de stockage, par la périphérie de la mezzanine et par les « racks piétonniers » du niveau 1.

Les caillebotis du niveau 2 font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

IX.1.2 Dispositions spécifiques à la mezzanine de la cellule 2 du bâtiment C :

1.2.1 Dispositions constructives :

La cellule 2 du bâtiment C, d'une surface de 4651 m² contient une mezzanine.

La structure de la mezzanine est métallique.

La mezzanine est constituée de trois niveaux, rez-de-chaussée compris. Le plancher du premier niveau est situé à 2,68 mètres. Le plancher du deuxième niveau se trouve à 6,03 mètres du sol.

La surface de la mezzanine occupe plus de 50 % et moins de 80 % du niveau inférieur avec une surface au sol de 3 200 m².

La paroi séparative entre les cellules 2 et 3 est REI 120 avec deux portes coupe-feu REI 120 (obligatoire pour issue de secours).

5 escaliers permettent d'accéder aux différents niveaux.

En raison du risque d'impact de la ruine de la mezzanine sur les poteaux du bâtiment, les 6 poteaux bétons du bâtiment sont renforcés par des palées de stabilité :

- dans le sens transversal, les diagonales sont doublées dans les échelles ;
- dans le sens longitudinal, les palées de stabilité sont constituées de plats de 40 mm de large et de 3,5 mm d'épaisseur en acier S355MC .

Pour prévenir le risque de ruine globale suite à la ruine locale, les niveaux N1 et N2 comportent chacun 2 poutres au vent au niveau des planchers qui sont constituées de plats de 40 mm de large et de 3,5 mm d'épaisseur en acier S355MC.

1.2.2 Stockage :

Le stockage de la cellule 2 du bâtiment C est constitué de produits textiles stockés soit en cartons sur étagères soit sur cintres au RDC et N1. Le niveau N2 est dédié à des postes de travail.

La hauteur maximale de stockage de la cellule ne dépasse pas 8 mètres.

Le stockage est interdit dans les rayonnages directement localisés autour des poteaux en béton armé.

1.2.3 Systèmes de détection et extinction automatique :

La cellule 2 du bâtiment C est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le signal d'évacuation doit être sonore et lumineux au N1 et N2.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits et du mode de stockage.

La détection automatique d'incendie est indépendante du système d'extinction automatique.

Le système de détection est étendu à l'ensemble de la cellule, y compris à la partie non surmontée par la mezzanine, et est présent en-dessous et au-dessus de la mezzanine.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le système d'extinction automatique est installé :

- sous toiture, sur la totalité de la surface de la cellule (température d'activation de 68°C) ;
- sous le plancher du niveau 2 de la mezzanine (température d'activation de 93°C) ;
- à chaque niveau de palettier au niveau rez-de-chaussée (température d'activation de 68°C) .

1.2.4 Système de désenfumage :

Le désenfumage de la cellule est assuré via 24 exutoires de 6,9 m² de surface géométrique et 4,2 m² de surface utile chacun.

La cellule est équipée de deux écrans de cantonnement de 1,2 m de retombée de toiture.

Les amenées d'air sont réalisées par 5 portes de quai en façade Nord de 2,8 m de largeur et 3 m de hauteur.

Les exutoires sont à commande manuelle et automatique de manière unitaire à l'aide de thermofusibles tarés à 141°C.

Les caillebotis du niveau 2 font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

IX.1.3 Dispositions spécifiques à la mezzanine de la cellule 1 du bâtiment D

1.3.1 Dispositions constructives

La cellule 1 du bâtiment D contient une mezzanine.

La mezzanine a une hauteur sur plancher de 2,708 m et une hauteur minimale sous poutres de 2,372 m.

La mezzanine est pourvue de 5 escaliers.

La surface de la mezzanine occupe 33 %, soit moins de 50 % du niveau inférieur et comporte un seul niveau. La structure est métallique et d'une superficie de 1 562 m².

1.3.2 Modalités de stockage

La mezzanine de la cellule 1 du bâtiment D est dédiée à une activité de stockage de textile.

Les niveaux RDC et R+1 contiennent, pour chaque échelle, 4 étagères. Chaque niveau d'étagère entre deux échelles consécutives peut contenir 12 cartons (6 en façades et 2 dans la profondeur). Des demi-étagères sont présentes en périphérie de la zone de stockage.

1.3.3 Systèmes de détection et extinction automatique

La cellule 1 du bâtiment D est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits et du mode de stockage.

La détection automatique d'incendie est indépendante du système d'extinction automatique. Le système de détection est étendu à l'ensemble de la cellule, y compris à la partie non surmontée par la mezzanine, et est présent en dessous et au-dessus de la mezzanine.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

La mezzanine ainsi que la cellule sont équipées d'une installation de sprinklage sous toiture. Aucune installation de sprinklage n'est prévue au rez-de-chaussée de la mezzanine.

1.3.4 Système de désenfumage

La surface utile de l'ensemble des exutoires est au moins égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

La cellule est équipée de deux écrans de cantonnement.

Chapitre IX.2 – Stockage de parfums

2.1 Dispositions constructives

Les 2 locaux de stockage de parfums sont attenants à la cellule 1 du bâtiment C par un mur REI 120 et une porte coupe feu REI 120.

Les locaux de stockage de parfum sont attenants à la chaufferie par un mur coupe feu REI 120.

2.2 Modalités de stockage

La capacité maximale de stockage est de 20 tonnes de produits cosmétiques pour les deux locaux.

La hauteur maximale de stockage est de 4,8 mètres.

2.3 Systèmes de détection et extinction automatique

Une ventilation permanente du local est mise en place, avec des grilles d'amenées d'air en partie basse ainsi qu'une extraction mécanique en partie haute afin de créer un flux d'air dans le local et d'évacuer les potentielles vapeurs de liquides inflammables.

Les 2 locaux sont équipés d'un dispositif de détection de gaz (éthanol) avec report d'alarme placé sous télésurveillance.

Des asservissements sont intégrés au système afin de mettre en sécurité le local en cas de détection de vapeurs de liquides inflammables :

- coupure des énergies du local au niveau de l'armoire électrique ;
- déclenchement d'une alarme lumineuse au niveau de la centrale spécifique pour la détection de gaz de la cellule, d'une alarme sonore au niveau de la cellule, ainsi qu'un renvoi au niveau du Système de Sécurité Incendie de la plate-forme.

Les 2 locaux sont équipés d'un système d'extinction automatique.

Le système d'extinction automatique est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le système d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires à chaque niveau de palettier. Des sprinklers seront placés dans les racks (température d'activation de 68°C).

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – PUBLICITÉ :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 27 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société ARCTIC LONGUEIL

Le Sous-préfet de Compiègne

Le Maire de Longueil Sainte Marie

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspectrice de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

